

**Conseil économique et social**

Distr. générale  
19 avril 2004  
Français  
Original: anglais

**Comité chargé des organisations non gouvernementales**

Session ordinaire de 2004

10-28 mai 2004

**Rapports quadriennaux pour la période 1998-2001,  
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général  
en application de la résolution 1996/31  
du Conseil économique et social**

Note du Secrétaire général

**Table des matières**

	<i>Page</i>
1. Fédération des personnes handicapées de Chine. ....	2
2. Chinese Immigrant Services, Inc. ....	4
3. Congrès mondial croate ....	8
4. Confédération générale des syndicats ....	11
5. International Union of Psychological Science ....	14
6. Ipas ....	18
7. Fondation Marangopoulos pour les droits de l'homme ....	21
8. Action mondiale des parlementaires ....	25
9. Sisters of Mercy of the Americas ....	29

## **1. Fédération des personnes handicapées de Chine\***

### **(Statut consultatif spécial depuis 1998)**

Depuis qu'elle a obtenu le statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'ONU en 1998, la Fédération des personnes handicapées de Chine travaille activement, comme elle l'a toujours fait, à la promotion et à la protection de l'égalité des droits de 60 millions de Chinois atteints de divers handicaps. Au cours de la période considérée, les représentants de la Fédération ont apporté leur participation et leur contribution à plusieurs manifestations des Nations Unies sur le développement économique et social et les droits de l'homme, notamment à des réunions régionales accueillies par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). La Fédération a aussi organisé des activités dans le domaine de l'invalidité, en réponse à la demande de l'ONU. En outre, elle a accueilli un sommet mondial d'organisations non gouvernementales sur l'incapacité, à l'issue duquel une déclaration a été adoptée. Elle a coopéré avec le Secrétariat et les organismes de l'ONU pour organiser des ateliers, publier des instruments des Nations Unies, et ses représentants se tiennent en consultation avec les hauts fonctionnaires du Secrétariat.

1. La Fédération des personnes handicapées de Chine est une organisation nationale unifiée, avalisée par le Gouvernement chinois, composée de personnes atteintes de handicaps divers. Son objectif est de promouvoir l'humanitarisme, développer le mouvement en faveur des handicapés, protéger les droits fondamentaux des handicapés de façon à leur permettre de participer à la société avec un statut et des possibilités égaux et de tirer parti comme les autres des avantages culturels et matériels du développement socioéconomique.

2. Les représentants de la Fédération ont participé à nombre de conférences ou réunions organisées par le Conseil économique et social et ses organes subsidiaires, notamment :

- La délégation chinoise a participé en qualité de conseiller en matière d'invalidité aux trente-septième, trente-huitième et trente-neuvième sessions de la Commission du développement social, à New York, en février 1999, 2000 et 2001;
- Cinquante-cinquième, cinquante-sixième et cinquante-septième sessions de la Commission des droits de l'homme, à Genève en 1999, 2000 et 2001;
- Forum du Millénaire pour les ONG, New York, mai 2000;
- Genève 2000, Genève, juin 2000;
- Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement social, Genève, juin 2000;
- Réunion consultative informelle sur les normes internationales des personnes handicapées accueillie par la Division des politiques sociales et du développement social du Secrétariat de l'ONU, New York, février 2001;

---

\* Texte non édité par le Secrétariat.

- Réunion consultative informelle sur les normes internationales des personnes handicapées organisée par la Commission des droits de l'homme, Genève, avril 2001;
  - Réunion du Groupe d'experts sur la sensibilisation des fonctionnaires aux problèmes des handicapés accueillie par la CESAP, Bangkok, décembre 2001.
3. La Fédération a coopéré avec le Secrétariat et les organismes de l'ONU dans l'organisation d'activités et d'ateliers, la traduction et la publication de documents des Nations Unies concernant l'invalidité, notamment :
- Les activités menées le 3 décembre, tous les ans, de 1998 à 2002, dans le cadre de la Journée internationale des personnes handicapées, accueillies par la Fédération, ses organisations membres et les fédérations locales;
  - La version chinoise des directives concernant la promotion d'un environnement favorable aux handicapés, traduites et publiées par la Fédération en coopération étroite avec la CESAP en 1998;
  - La version chinoise du guide pratique visant à aider les handicapés à trouver un emploi, traduit et publié par la Fédération en 1999, les frais de traduction étant assumés par l'OIT;
  - L'atelier sur l'emploi des handicapés organisé conjointement par la Fédération et l'OIT à Kuming, dans la province de Yunnan (Chine) en 1999.
4. Les dirigeants de la Fédération ont tenu des réunions et des consultations sur des questions relatives à l'invalidité avec de hauts fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU à maintes occasions, notamment :
- M. Kofi Annan, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (la consultation a débouché sur la présentation de la Déclaration de Beijing sur les droits des personnes handicapées au XXI<sup>e</sup> siècle) au cours de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement social tenue à Genève en juin 2000;
  - M. Desai, Secrétaire général adjoint à l'ONU, au cours de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement social tenue à Genève en juin 2000;
  - M<sup>me</sup> Louise Fréchette, Vice-Secrétaire générale de l'ONU, lorsque la troupe chinoise d'artistes du spectacle handicapés est venue en tournée à New York en septembre 2000;
  - M. Bengt Lindqvist, Rapporteur spécial de la Commission du développement social chargé d'étudier la situation des handicapés, au cours de sa visite en Chine en 2001.

## **2. Chinese Immigrant Services, Inc.\***

### **(Statut consultatif spécial depuis 1998)**

En vertu de l'article 501 c) 3) du Code fiscal, l'Internal Revenue Service (Service fiscal) des États-Unis a reconnu l'organisation Chinese Immigrants Services, Inc. (CIS) comme étant une organisation à but non lucratif fondée pour promouvoir la sensibilisation et les échanges culturels dans l'espoir d'éliminer les conceptions erronées et les stéréotypes concernant les immigrants asiatiques, surtout les femmes. Doté d'un personnel entièrement bénévole, l'organisation CIS aide les immigrants à s'adapter à leur nouvelle société grâce à des programmes éducatifs offerts gratuitement au grand public. Son Réseau de femmes est l'une des composantes essentielles de l'organisation. Celle-ci encourage les femmes à élargir leurs horizons en s'inscrivant à des cours leur permettant de développer leurs qualités de chef, et de participer aux activités communautaires et sociales. Afin de promouvoir l'harmonie raciale entre de nombreuses communautés très diverses, la CIS, s'efforçant de lutter en faveur de l'égalité des droits de tous les immigrants, a ajouté à ses composantes une division latine en 2001.

Tous les ans, la CIS dessert environ 10 000 personnes, tant directement qu'indirectement. L'organisation est saisie d'environ 1 000 à 2 500 affaires portant sur l'injustice, la violence, la fraude, etc. Depuis 1996, elle a aussi assuré la formation d'environ 4 000 agents auxiliaires de santé. Elle dessert essentiellement les immigrants à faible revenu. Elle ne demande pas que l'on s'inscrive comme membre ou que l'on paie ses services.

Toutefois, elle garde les données personnelles dans ses dossiers. La CIS a fait l'objet de centaines d'articles et de reportages dans les médias. Son histoire a aussi été le sujet de deux téléfilms. L'un a été projeté en Chine même et l'autre à Taiwan. Cette année, elle a été présentée par CADEC Pictures à Francfort (Allemagne). C'est aujourd'hui la mieux connue des organisations internationales de la communauté chinoise, et celle qui bénéficie le plus de la confiance des immigrants.

Depuis ses débuts en 1946, l'organisation veut modifier le stéréotype qui veut que les Asiatiques tirent parti du système sans jamais rien donner en échange. C'est pourquoi elle n'a jamais demandé d'argent au gouvernement. Son financement provient exclusivement de donations privées. Depuis 1995, l'ancienne conseillère municipale Harrison, et l'ancien Président de circonscription Shulman ont généreusement versé 2 500 à 10 000 dollars de fonds municipaux sans que la CIS le leur ait demandé. L'administration de l'État de New York a aussi versé 15 000 dollars par an. Toutefois, depuis le 11 septembre 2001, tout financement public de l'organisation a pris fin. De nos jours, son financement provient, de nouveau, uniquement de donations privées. À partir de 2003, l'organisation prévoit de modifier sa politique en matière de financement. Elle cherche à présent à mettre sur pied un département spécifiquement consacré au financement, et demande des subventions gouvernementales. Les bénévoles âgés prenant leur retraite, il faut former de nouveaux employés pour que les services de la CIS puissent continuer. Il faudra verser des traitements et des salaires à ces jeunes employés.

---

\* Texte non édité par le Secrétariat.

L'organisation Chinese Immigrants Services, Inc. a été dotée du statut consultatif spécial en 1998. D'après les souvenirs et le carnet de bord de la Présidente, l'organisation a depuis cette date assisté à toutes les conférences des Nations Unies dont elle a été informée par les organisations non gouvernementales avec qui elle est associée, à seulement deux exceptions près. Elle n'a pas pu se rendre à une conférence parce qu'elle avait déjà prévu de participer à un sommet à Hong Kong (Chine) à la même date, et à l'autre parce que la lettre transmettant les formalités d'inscription a été reçue après la date limite.

On trouvera ci-après la liste des conférences auxquelles l'organisation a assisté, en commençant par les plus récentes;

Au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York :

- 10 septembre 2001 : cinquante-quatrième Conférence annuelle Département de l'information/organisations non gouvernementales (DPI/ONG) sur le thème « Organisations non gouvernementales aujourd'hui : diversité de l'expérience des volontaires »;
- 11-15 juin 2001 : troisième session de fond du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants;
- 6-16 mars 2001 : quarante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme;
- 29 janvier-2 février 2001 : deuxième session de fond du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale en 2001, consacrée au suivi du Sommet mondial pour les enfants;
- 28 novembre 2000 : cérémonie d'ouverture de l'Année internationale des Volontaires, 2001;
- 14 octobre 2000 : Forum sur l'élimination de la pauvreté : le point de vue des ONG (dans le cadre de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté);
- 28-30 août 2000 : cinquante-troisième Conférence annuelle DPI/ONG, sur le thème « La solidarité mondiale : une voie vers la paix et la coopération internationale »;
- 5-9 juin 2000 : les femmes en l'an 2000 : session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à Beijing+5;
- 30 mai-2 juin 2000 : première session de fond du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale devant être consacrée en 2001 au suivi du Sommet mondial pour les enfants;
- 17 mai 2000 : UNIFEM (Fonds de développement des Nations Unies pour la femme);
- 4 mars 2000 : Commission de la condition de la femme et ONG, consultation en comité;
- 1<sup>er</sup>-19 mars 1999 : quarante-troisième session de la Commission de la condition de la femme;

- 1<sup>er</sup>-19 mars 1999 : les femmes du Pacifique se prononcent en faveur de l'indépendance et de la dénucléarisation;
- 2 mars 1998 : Commission de la condition de la femme.

Deux représentants de la CIS ont aussi assisté à une conférence à Genève en mars 2001. D'après la Présidente, la date est soit le 7, soit le 17. Ces deux représentants étant hors du pays, il n'a pas été possible de les joindre.

En 1986, la Fédération des femmes de Chine, qui se trouve à Beijing, a invité le Réseau des femmes, qui est à présent une division de la CIS, pour une visite de 17 jours en Chine. Les représentantes de l'organisation y ont rencontré de nombreuses autres associations de femmes. Après ce voyage, le Réseau des femmes est revenu en Chine à plusieurs reprises. Tous les ans, le Réseau assiste à de nombreuses conférences avec plusieurs autres groupes de femmes venant de différentes provinces chinoises. Il accueille aussi parfois des conférences aux États-Unis lorsque ces autres organisations y sont situées. Tous les ans, la CIS se joint également à la Commission des femmes de la ville de New York pour célébrer la Journée internationale de la femme.

Au fil des ans, la CIS a pu établir le contact avec nombre d'organisations nationales et organismes gouvernementaux aux États-Unis. Elle ignore toutefois lesquels – s'il y en a – sont membres de la Conférence des ONG.

La CIS organise de nombreux programmes sur des thèmes intéressant les Nations Unies. Elle estime que tout mouvement de femmes doit avoir ses racines dans la communauté. Dans nombre de communautés chinoises, les hommes ont toujours des conceptions traditionnelles et inexactes des femmes, du mariage et des relations sexuelles. Des personnes âgées et des femmes partagent aussi ces conceptions erronées.

Depuis sa création, la CIS mène les femmes dans la lutte contre ces conceptions erronées, et pour l'exercice de leurs droits et de leurs privilèges en diffusant des informations par le biais d'ateliers et d'autres programmes de ce type sur les questions intéressant les femmes. Au début, ces programmes étaient attaqués par les hommes. Aujourd'hui, après 18 ans, tous ces programmes initiaux sont suivis par d'autres organisations. À présent, nombre de femmes sont aussi des dirigeantes dans leur communauté. Le succès des programmes de la CIS a été largement diffusé dans les journaux de New York et dans d'autres médias de la communauté chinoise.

La CIS est également affiliée à UNIFEM, à l'UNICEF et à la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO).

Dans le passé, la CIS a envoyé un document écrit au Conseil économique et social, soulignant que l'ONU devrait accorder davantage d'attention aux communautés d'immigrants.

D'après le relevé de ses chèques, la CIS a versé des donations d'un montant de 850 dollars à la Conférence. L'organisation jumelle du Réseau des femmes, l'Association des femmes chinoises de Queens (qui a été fondée par la même personne que la CIS) a aussi versé une donation de 350 dollars, soit un total de 1 150 dollars. Lorsque des membres du conseil d'administration paient pour des activités d'UNIFEM ou de l'UNICEF, ils le font à titre personnel. La CIS n'a donc pas trace de leurs donations financières.

La CIS parraine deux études. La première porte sur les changements sociaux et politiques chez les femmes sino-américaines de Queens, et la deuxième est une analyse de la violence dans la famille. L'organisation publiera aussi un fascicule intitulé « Getting to Know America » (Apprendre à connaître l'Amérique) en décembre 2002. Une enquête sur les Chinoises vivant aux États-Unis, axée sur les familles chinoises, sera aussi publiée à la même date.

### **3. Congrès mondial croate\***

#### **(Statut consultatif spécial depuis 1998)**

Le Congrès mondial croate est une organisation internationale ayant des congrès nationaux dans 31 pays, avec un nombre total d'environ 140 000 membres, formant entre eux et d'autres organisations un réseau d'organisations et de clubs nationaux croates. Son objectif est d'immerger les sociétés croates dans les sociétés multinationales, multiethniques et multiculturelles d'autres pays dans le monde entier et de contribuer à instaurer une société mondiale multinationale durable. Depuis son origine, l'organisation s'est donné pour tâche essentielle de sensibiliser les Croates de toute la planète à la culture, l'histoire, et la position effective des Croates dans l'environnement mondial contemporain.

Le Congrès mondial croate a aussi participé à l'organisation de programmes et à l'élaboration de projets sur des questions touchant les droits de l'homme, le droit international et l'éducation, l'accent étant mis sur la recherche de solutions pour toutes les parties aux conflits des Balkans.

Le Congrès a été très actif au Conseil économique et social de l'ONU ainsi que dans d'autres travaux des Nations Unies. On trouvera ci-après un bref aperçu de certaines de ces activités.

#### **Participation aux activités du Comité de la santé et de la communication (New York)**

Des représentants du Congrès mondial croate habitant New York siègent au Comité exécutif du Comité de la santé et de la communication des comités fonctionnels de la CONGO. Le Congrès a participé activement aux travaux de ce comité en 2000 et 2001, et ses représentants ont travaillé avec le Bureau de la prévention de la violence familiale, l'American Cancer Society, l'AIDS Institute, ainsi qu'avec d'autres organisations civiles. Certains des travaux avaient pour thèmes centraux les questions de santé des femmes et les programmes éducatifs. Les représentants ont abordé des questions délicates touchant la communication de renseignements sur la santé et ont organisé de nombreuses réunions d'information sur divers sujets touchant la santé à l'ONU à New York.

**Activités touchant la santé mentale – Conseil économique et social.** Des représentants du Congrès mondial croate à New York ont siégé au Comité exécutif sur la santé mentale et coparrainé une conférence le 8 novembre 2001 avec le Comité des ONG sur la santé mentale (ONU).

Une table ronde concernant les réfugiés s'est tenue à l'ONU à New York et le Congrès a été l'animateur de la Conférence célébrant le cinquantenaire du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Cette conférence, qui portait sur le thème « Les réfugiés : rapatriement et réconciliation », s'est penchée sur des questions comme la santé mentale, les traumatismes, la résolution des conflits, le rapatriement et la réconciliation. Parmi les organisations participantes on peut citer le Centre international de réadaptation des victimes de la torture (Zagreb), l'École

---

\* Texte non édité par le Secrétariat.

de médecine Howard, la Société palestinienne du Croissant-Rouge, le Comité des ONG sur la santé mentale (ONU) et le Congrès mondial croate.

**Commissions des Nations Unies.** Dans le cadre de la lutte pour les droits des femmes, le Congrès mondial croate est membre actif de la Commission des droits de l'homme, de la Commission de la condition de la femme et de l'organisation World Speakers on behalf of women's rights.

Notre représentante, M<sup>me</sup> Gilda Alarcon Glasinović, a apporté une grande contribution à l'examen des questions touchant les immigrantes, l'accent étant mis sur la violence familiale et l'accès aux soins de santé.

**Droit international – Conseil économique et social.** Le 16 avril 2002, à l'ONU à New York, le Congrès mondial croate a coparrainé une conférence en association avec les organisations World Federalist Association, Amnesty International, Human Rights Watch, Jews Against Genocide, International Alliance for Women et plusieurs autres ONG. Les participants à cette réunion ont abordé la question de la création immédiate de la première cour pénale internationale permanente.

**Activités culturelles – Conseil économique et social.** Le Congrès mondial croate a coparrainé la célébration à New York de la Journée des Nations Unies le 24 octobre 1999. Il représentait le contingent européen et a participé au programme culturel avec une présentation de spectacles et chants folkloriques croates. M. Harold H. Urib, Président de l'Assemblée générale, et M. Mario Viscović, représentant principal du Congrès à l'ONU, étaient parmi les orateurs.

En 1998, 1999, 2000 et 2001, le Congrès a coparrainé, en association avec des organismes apparentés au Conseil économique et social, le défilé multiculturel à New York en juin et y a participé. En septembre 1998, 1999, 2000 et 2001, il a de même coparrainé, avec d'autres organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil, un festival multiethnique international à New York et y a participé.

**Forum du Millénaire – 22 mai 2000, New York – Conseil économique et social.** Le Congrès mondial croate a participé au Forum et contribué à élaborer les sections concernant la justice et l'économie mondiales, et le développement durable, qui ont été incluses dans le texte final de la résolution.

### Activités diverses

- Les membres du Congrès mondial croate ont assuré des services consultatifs aux Gouvernements de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine sur des questions touchant les droits de l'homme dans le cadre d'efforts visant à résoudre les conflits multiethniques en ex-Yougoslavie.
- Ils ont participé à la réunion de travail des ONG affiliées à l'ONU organisée par l'International Immigrants Foundation, sur les droits des immigrants.
- Le Congrès diffuse dans le monde entier, par le biais de publications, des informations sur les objectifs, les programmes, les projets et les activités du Congrès. Parmi les revues dans lesquelles il publie des articles, on peut citer *Congress* (Genève), *Croatian-American Times* (New York), *Vecerni List-Dom i Svjet* (Zagreb), ainsi que de nombreuses publications locales dans maints pays.

- Il organise deux conférences par an en Croatie rassemblant des Croates venant du monde entier pour partager des informations qui sont ensuite diffusées de par le monde.
- M<sup>me</sup> Gilda Alarcon Glasinović, membre et participante active du Congrès, a reçu en 1999 le prix décerné aux femmes les plus remarquables de l'année par la Fédération internationale des femmes pour la paix mondiale; la ville de New York lui a rendu hommage pour service public exceptionnel, et le Women's Media Consortium (Consortium des médias féminins) ont salué les efforts qu'elle a déployés pour modifier l'image que les médias donnent des femmes en lui décernant le « New Voice Prize » (prix de la Nouvelle voix). Au cours du Mois de la femme en 2000, le Sénat de l'État de New York a déclaré M<sup>me</sup> Glasinović une « héroïne méconnue des communautés new-yorkaises ». Elle a en outre reçu l'hommage du Congrès pour son importante contribution à la lutte en faveur des droits des femmes.
- Des membres du Congrès ont participé à la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO) d'Europe occidentale en avril 2001 en Roumanie.
- Le Congrès a participé activement à la célébration « V-Day » à Madison Square Garden à New York en janvier 2001. Le thème en était les droits de l'homme et la violence familiale.
- Le 8 mars 2001 à New York, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, des membres du Congrès ont participé à la table ronde et conférence de la paix tenue dans le cadre d'une cérémonie sur la solidarité féminine, les relations et la paix dans le monde.
- Le Congrès est membre du Comité du développement durable et du Comité de la jeunesse du Conseil économique et social et de la CONGO à New York et à Genève et participe fréquemment aux travaux de ces organes.
- Des membres du Congrès ont pris la parole à la Veille 2000 d'Amnesty à New York le 15 juin 1999 sur le sujet des droits des immigrants.
- Le Congrès a contribué à des documents sur le vieillissement pour présentation à Madrid en février 2002 lors de la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement.

L'objectif du Congrès mondial croate est de s'acquitter de sa mission d'aider l'ONU à éliminer l'intolérance raciale, ethnique et religieuse et les violations des droits de l'homme, et de promouvoir le développement durable et un environnement non pollué.

## 4. Confédération générale des syndicats\*

(Statut consultatif spécial depuis 1998)

### Introduction

La Confédération générale des syndicats est une organisation syndicale régionale non commerciale qui rassemble les centrales syndicales de 10 pays de la Communauté d'États indépendants (CEI) (Arménie, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, République de Moldova, Tadjikistan et Ukraine) et 37 syndicats industriels internationaux de la région, avec un nombre total de 90 millions de membres.

La Confédération générale est financièrement indépendante et fonctionne exclusivement sur la base de sa Constitution. Le Conseil des chefs d'État et le Conseil des chefs de gouvernement de la Communauté d'États indépendants l'ont reconnue comme partenaire, et elle jouit du statut d'observateur auprès de l'Assemblée interparlementaire, du Conseil économique et d'autres organes de la CEI.

L'objectif de la Confédération est de promouvoir et de protéger les libertés syndicales et les droits de l'homme, ainsi que les droits et intérêts des travailleurs dans les pays de la CEI et ailleurs dans le monde. Elle mobilise ses affiliés à l'appui des objectifs du développement durable, du développement social et de la justice sociale.

La Confédération promeut les idéaux et les activités de l'ONU au sein du mouvement syndical de la CEI, et sa coopération avec le Conseil économique et social et les institutions spécialisées des Nations Unies s'occupant des problèmes sociaux remonte à près de 10 ans.

### Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Au cours de la période considérée, la Confédération a contribué aux travaux du Conseil économique et social, d'abord en participant aux sessions des commissions sociales ci-après, où elle a présenté des exposés sur la position commune de ses organisations membres concernant les sujets à l'examen :

#### *Commission du développement social*

- Trente-sixième (New York, février 1998), trente-septième (New York, février 1999), trente-huitième (New York, février 2000) et trente-neuvième (New York, février 2001) sessions.

#### *Commission de la condition de la femme*

- Quarante-deuxième (New York, mars 1998), quarante-troisième (New York, mars 1999), quarante-quatrième (New York, février-mars 2000) et quarante-cinquième (New York, mars 2001) sessions.

---

\* Texte non édité par le Secrétariat.

La Confédération a participé aux préparatifs des sessions extraordinaires « Copenhague+5 » et « Beijing+5 » de l'Assemblée générale. Ses représentants ont exposé ses vues, observations et analyses aux réunions suivantes :

Première session de fond du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale chargée d'examiner la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social ainsi que de nouvelles initiatives (New York, mai 1999); Consultation internationale sur le suivi du Sommet mondial pour le développement social (Genève, novembre 1999); Consultation sur le suivi du Sommet pour le développement social de certains pays d'Europe centrale et orientale (Budapest, janvier 1999); Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au suivi de la Conférence mondiale sur les femmes « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » (New York, mars 2000).

La Confédération a assisté à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au thème « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » ainsi qu'aux manifestations organisées par les organisations non gouvernementales dans ce cadre. Malheureusement, pour des raisons fortuites, elle s'est trouvée dans l'impossibilité de participer, comme elle l'avait prévu, à la session extraordinaire de l'Assemblée générale « Copenhague 5 » à Genève.

À l'occasion de ces deux sessions, la Confédération a publié, fait connaître et distribué des déclarations spéciales de politique.

### **Coopération avec les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies**

Étant une organisation non gouvernementale internationale, la Confédération générale des syndicats est associée au Département de l'information de l'ONU et est dotée du statut régional européen auprès de l'Organisation internationale du Travail.

En ces qualités, la Confédération a participé au cours de la période considérée aux manifestations suivantes :

#### *Manifestations du Département de l'information de l'ONU :*

- Cinquante et unième Conférence annuelle DPI/ONG, tenue sur le thème « Le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme : des paroles aux actes » (New York, septembre 1998);
- Cinquante-deuxième Conférence annuelle DPI/ONG, tenue sur le thème « Relever les défis à l'heure de la mondialisation » (New York, septembre 1999);
- Cinquante-quatrième Conférence annuelle DPI/ONG, tenue sur le thème « Organisations non gouvernementales aujourd'hui : diversité de l'expérience des volontaires » (New York, septembre 2001).

### *Manifestations de l'OIT*

Quatre-vingt-sixième (juin 1998), quatre-vingt-septième (juin 1999), quatre-vingt-huitième (juin 2000) et quatre-vingt-neuvième (juin 2001) sessions de la Conférence internationale du Travail à Genève; seizième Conférence internationale sur les statistiques du travail (Genève, octobre 1998); deuxième Forum des entreprises (Genève, novembre 1999); sixième Réunion régionale européenne de l'OIT (Genève, décembre 2000); Colloque destiné à renforcer la participation des travailleurs dans les organismes des Nations Unies et l'impact sur les institutions de Bretton Woods (Genève, septembre 2001); Forum mondial sur l'emploi (Genève, novembre 2001) et de nombreuses autres manifestations de l'OIT.

### **Autres activités dans ce domaine**

Au cours de la période considérée, la Confédération a constamment apporté un appui dans les médias en faveur des grandes célébrations, manifestations et initiatives des Nations Unies, en particulier celles portant sur les questions socioéconomiques et humanitaires.

Pendant la même période, la Confédération a publié et diffusé des déclarations demandant à ses membres de marquer différentes célébrations de l'ONU, notamment :

La Journée internationale des enfants (1998); la Journée internationale des personnes âgées (1998 et 1999); la Journée mondiale de l'environnement (1998); la Journée mondiale pour l'élimination de la pauvreté (1998, 1999 et 2000); la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (1999); le cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1998); la Journée internationale de la femme (1998, 1999, 2000 et 2001); l'Année internationale des personnes âgées, etc.

À cette fin, elle a fait largement usage de ses propres publications, comme la revue mensuelle *Profsoyuzy* (Les syndicats), la revue bihebdomadaire *Vestnik profsoyuzy* (La voix des syndicats), la revue trimestrielle *InformContact*, etc.

Les cadres de la Confédération font régulièrement référence aux politiques et aux décisions importantes des Nations Unies concernant les problèmes sociaux et les problèmes connexes dans leurs interviews à la radio et à la télévision. Les politiques des Nations Unies reviennent également souvent à l'ordre du jour des différents séminaires et conférences organisés par la Confédération.

La Confédération générale des syndicats contribue également aux travaux de l'Association pour les Nations Unies en Russie et du Centre d'information des Nations Unies à Moscou. Elle participe aussi activement et régulièrement aux réunions annuelles des ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social basées à Moscou. En octobre 2001, en association avec d'autres ONG, elle a signé un appel adressé aux gouvernements, aux employeurs et aux syndicats dans les pays de la CEI leur demandant instamment d'appuyer l'initiative du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies concernant le Pacte mondial.

## **5. International Union of Psychological Science\***

### **(Statut consultatif spécial accordé en 1998)**

L'International Union of Psychological Science (IUPsyS) se compose de 68 filiales nationales (sociétés/associations/comités nationaux de psychologie et académies scientifiques nationales), et de 12 filiales internationales et/ou régionales (voir annexe I), qui représentent plus de 500 000 psychologues dans toutes les régions du monde. L'objectif général de l'Union est de développer cette science, qu'elle soit biologique ou sociale, normale ou anormale, pure ou appliquée. L'un de ses buts est de collaborer avec d'autres organisations internationales et nationales dans des domaines d'intérêt mutuel et de mener d'autres activités de nature à favoriser le développement de la psychologie et l'amélioration du bien-être de l'humanité.

### **Participation aux activités du Conseil économique et social et à d'autres réunions de l'ONU**

#### **1998**

- Principal objectif pour 1998 : constituer à New York une équipe de représentants locaux : principal représentant : le docteur Michel Sabourin; également les docteurs Emily Garrod et Thomas Inck.
- 14-16 septembre : le Secrétaire général de l'Union a assisté à la cinquante et unième Conférence annuelle du Département de l'information pour les ONG, qui s'est tenue au Secrétariat de l'ONU à New York.
- Participation aux réunions mensuelles du Comité des ONG sur la santé mentale (Comité CONGO, composé d'ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et travaillant dans le domaine de la santé mentale), ainsi que le Comité des ONG sur la santé. Nous avons continué à participer régulièrement à ces réunions pendant toute la période quadriennale allant de 1998 à 2001.

#### **1999**

- 19 janvier-5 février : participation au Secrétariat de l'ONU à de nombreuses réunions de la vingtième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.
- 9-19 février : participation à New York à de nombreuses sessions de la Commission du développement consacrées au suivi du Sommet mondial pour le développement social.
- 1<sup>er</sup>-12 mars : participation à New York à la quarante-troisième session de la Commission de la condition de la femme.
- 22 mars-30 avril : notre représentant à Genève, le docteur Philippe Jaffe, ainsi que notre secrétaire général et notre trésorier ont participé à de nombreuses sessions de la Commission des droits de l'homme à Genève.

---

\* Texte non édité par le Secrétariat.

- Là encore, des représentants de notre organisation ont participé début septembre à la cinquante-deuxième Conférence annuelle du Département de l'information et des organisations non gouvernementales sur la mondialisation au Secrétariat de l'ONU à New York et ont assisté, à Montréal, à la Conférence mondiale de la société civile (8-10 décembre).

## **Coopération avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées**

### **UNESCO**

- Une importante délégation de l'Union, avec à sa tête le Président, a participé en juin 1999 à la Conférence mondiale sur la science organisée par l'UNESCO en collaboration avec le CIUS, le CISS et d'autres unions scientifiques.
- Le Standing Committee on the Psychological Study of Peace de l'Union a poursuivi ses travaux dans le cadre de son projet sur l'intégration sociale en Afrique australe. Ce projet réalisé en août 1999 était un atelier destiné aux personnes qui s'intéressent au thème de la jeunesse et de la violence politique en Afrique australe dans le cadre d'une culture de paix. Ce projet a été financé par l'UNESCO par le biais du CISS, un financement complémentaire étant fourni par l'American Psychological Foundation.

### **OMS**

Un plan de travail OMS-IUPsyS a été établi pour la période biennale 1998-2000 dans l'objectif d'ensemble de l'OMS de la santé pour tous. L'élaboration de nouveaux modules d'apprentissage pour la science du comportement était un élément clef de ce plan. Ce projet a été lancé avec des fonds de l'IUPsyS. Par la suite, le projet a reçu des fonds de l'UNESCO par l'intermédiaire du CISS. Deux modules ont été terminés en 1999, avec l'appui du CISS et de l'UNESCO entre autres. Le module sur les facteurs comportementaux dans l'immunisation a mis l'accent sur la prévention des maladies, tandis que celui sur les facteurs comportementaux dans l'utilisation des soins prénatals a mis l'accent sur la protection et la promotion de la santé.

### **2000**

- 12-28 avril : participation à la cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme à Genève.
- 22-26 mai : participation au Forum du Millénaire à New York.
- 5-9 juin : participation, à New York, à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au thème « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle ».
- 26-30 juin : participation, à Genève, au Forum 2000 sur « La prochaine étape du développement social » et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur ce thème.
- 28-31 août : participation à la cinquante-troisième conférence du Département de l'information pour les ONG sur le thème « La solidarité mondiale : voie vers la paix et la coopération internationales ».

## **Coopération avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées**

### **UNESCO**

26 avril : réunion à Paris avec le docteur David Adams, chargé des activités de l'Année internationale pour une culture de la paix. Notre organisation a accepté d'adopter le Manifeste 2000, que notre Assemblée générale a approuvé en juillet 2000 à Stockholm.

### **OMS**

Avec l'appui de l'OMS, le module « Behavioural Factors in Immunization », dont il a été question au sujet de l'année 1999, a été publié en juin 2000. Le module « Behavioural Factors in Prenatal Care Utilization » est sous presse. L'OMS s'est déclarée intéressée par une collaboration à de nouveaux modules.

### **UNICEF**

21 mai : participation à la Conférence préparatoire du Forum du Millénaire : partenariat mondial en faveur des enfants et des adolescents au siège de l'UNICEF, à New York.

### **2001**

- 11 janvier : discussion des questions de handicap liées à la santé mentale pendant la réunion du Comité des ONG sur la santé mentale chargée de préparer la prochaine réunion de la Commission du développement social (5-19 février), à laquelle nous avons également assisté.
- 19 janvier-2 février : participation à New York à la deuxième session de fond du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants.
- 19 mars-27 avril : participation à la cinquante-septième session de la Commission des droits de l'homme à Genève.
- 2-6 avril : participation au Comité des ONG sur la population et le développement dans le cadre de la préparation de la session de la Commission des Nations Unies de la population et du développement.
- 30 avril-2 mai : participation à la session préparatoire à New York du Sommet mondial pour le développement durable.
- 21 mai-1<sup>er</sup> juin : participation à une réunion préparatoire de la Conférence mondiale contre le racisme à New York.
- 31 août-7 septembre : participation à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée à Durban (Afrique du Sud).
- 10 septembre : nos nouveaux représentants à New York, les docteurs Douglas Seiden, Fritz Galette, Margarita Garcia-Estevez et Carolee Iltis, ont participé à la cinquante-quatrième conférence annuelle du Département de l'information pour les ONG.

## **Coopération avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées**

### **UNESCO**

Un projet spécial sur le renforcement des capacités en Afrique australe a été réalisé avec des fonds de l'UNESCO/CISS pour développer les échanges de données d'expérience d'ordre psychologique en Afrique australe.

### **OMS**

Adoption d'un nouveau plan de travail OMS-IUPsyS (2002-2005) pour appuyer et accroître : 1) le renforcement des capacités; 2) l'évolution fondée sur des éléments de preuve; et 3) la transférabilité des connaissances. L'OMS a décidé d'engager des relations officielles avec l'IUPsyS.

## **Autres activités pertinentes**

### **Consultations et coopération avec des fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU et de l'UNICEF**

Pendant la période quadriennale considérée, l'IUPsyS a été contactée par le Bureau du Conseiller du Secrétariat de l'ONU (M. Jean-Guy Morisset, Directeur) et par l'UNICEF (M. Victor Kisob), qui souhaitaient obtenir des renseignements au sujet des possibilités de soutien psychologique en cas d'incidents dans lesquels le personnel de l'ONU serait impliqué.

## **6. Ipas\***

### **(Statut consultatif spécial accordé en 1998)**

#### **Introduction**

Ipas, organisation internationale qui cherche à améliorer la santé génésique des femmes, a apporté une contribution importante aux conférences et aux activités de l'ONU depuis qu'elle a obtenu le statut consultatif en 1997. Son personnel a participé dans quatre régions aux réunions préparatoires des sessions extraordinaires de l'ONU, aux réunions annuelles des commissions et à des rencontres organisées par les institutions spécialisées de l'ONU, ainsi qu'à des groupes de travail interrégionaux avec les organes de l'ONU. Ipas a publié divers documents en rapport avec les recommandations de l'ONU et les a diffusés dans le monde entier. Les exemplaires de ces publications sont joints en annexe.

Ipas s'emploie dans le monde entier à améliorer la vie des femmes en s'intéressant à la santé génésique. Notre action part du principe que chaque femme a droit aux meilleures conditions de santé réalisables, à des choix sans danger en matière de reproduction et à des soins de santé de haute qualité. Nous nous attachons tout particulièrement à éviter les avortements non médicalisés, à améliorer les soins en cas de complications et à en réduire les conséquences. Nous nous efforçons d'autonomiser les femmes en facilitant l'accès aux services qui améliorent leur santé génésique et sexuelle.

Bien qu'Ipas ait un caractère non associatif, son personnel international Ipas a augmenté de façon spectaculaire au cours des quatre dernières années. En 1997, Ipas comptait de 46 employés dans 3 bureaux situés au Brésil, aux États-Unis et au Mexique. Aujourd'hui, l'organisation emploie au total 135 personnes dans 12 pays : Afrique du Sud, Brésil, Bolivie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Inde, Kenya, Mexique, Nicaragua, Nigéria, Pérou et Viet Nam. Ipas travaille également par l'intermédiaire de partenaires ou de consultants en Albanie, en République-Unie de Tanzanie, en Roumanie et au Zimbabwe.

Le budget d'Ipas a sensiblement augmenté au cours des quatre dernières années. Lors de l'exercice budgétaire qui a pris fin en juin 1997, le budget total était de 3 672 389 dollars; ce budget a atteint un total de 14 265 792 dollars pour l'exercice budgétaire qui a pris fin en juin 2001.

#### **Contribution aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, conférences et autres réunions de l'Organisation des Nations Unies**

Le personnel d'Ipas a participé activement aux réunions ci-après de l'ONU :

- Quarante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme à New York, 2-13 mars 1998.
- Dans le cadre de la préparation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la Conférence internationale sur la population et le développement, table ronde d'experts sur le thème « Ensuring Reproductive Rights, and Implementing Sexual and Reproductive Health

Programmes, Including Women's Empowerment, Male Involvement and Human Rights », qui a eu lieu à Kampala (Ouganda), du 22 au 25 juin 1998.

- Quarante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, à New York, 1<sup>er</sup>-19 mars 1999. (Ipas a organisé un groupe de travail sur le thème « Abortion and Women's Health: A Critical Area of Concern ».)
- Forum international chargé de dresser un bilan opérationnel de la mise en œuvre du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, La Haye (Pays-Bas), 8-12 février 1999.
- Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la Conférence internationale sur la population et le développement, New York, 30 juin-2 juillet 1999.
- Réunion régionale de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) chargée de préparer la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » à Bangkok (Thaïlande), 26-29 octobre 1999.
- Réunion régionale de la Commission économique pour l'Europe (CEE) dans le cadre de la préparation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle », Genève (Suisse), 19-21 janvier 2000.
- Réunion régionale de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) dans le cadre de la préparation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle », Lima (Pérou), 8-10 février 2000.
- Quarante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme constituée en comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle », New York, 28 février-17 mars 2000.
- Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle », New York, 5-9 juin 2000.
- Quarante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme constituée en comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au VIH/sida, New York, 6-16 mars 2001 et 9-11 mai 2001 (soumission, à la demande d'un groupe d'experts, d'une communication à l'intention de la Division de la promotion de la femme).
- Deuxième session du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants, New York, 22 janvier-4 février 2001.
- Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au VIH/sida, New York, 25-27 juin 2001.

- Troisième session du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants, New York, 11-15 juin 2001.
- Trente-cinquième session de la Commission de la population et du développement, New York, 1<sup>er</sup>-5 avril 2002.
- Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants, New York, 4-10 mai 2002.

#### **Déclarations orales d'Ipas**

- Quarante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme constituée en comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au VIH/sida, New York, 6-16 mars 2001 et 9-11 mai 2001. Thème : les femmes, les filles et le VIH/sida.
- Trente-cinquième session de la Commission de la population et du développement, 1<sup>er</sup>-5 avril 2002, New York. Thème : mortalité maternelle liée à l'avortement non médicalisé.

#### **Coopération avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées**

1) Ipas collabore avec l'OMS à l'élaboration et à la mise au point définitive de la prochaine publication de l'OMS (2002) intitulée « *Safe Abortion: Technical and policy guidance for health systems* ».

2) Ipas fait partie d'un groupe de travail interorganisations sur la santé en matière de procréation des réfugiés, qui est placé sous la coordination du HCR. Ipas a apporté une contribution décisive dans la mise au point de la publication du HCR intitulée « *Reproductive Health in Refugee Situations* » (La santé génésique dans les situations de réfugiés).

3) Ipas a été invitée à produire un document d'information sur l'avortement non médicalisé en Afrique à l'intention d'une consultation de l'OMS en août 2000.

#### **Action en faveur de la mise en œuvre des résolutions de l'ONU**

La mission d'Ipas se poursuit parallèlement aux recommandations formulées au paragraphe 63 iii) des principales mesures pour la poursuite de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (A/S-21/5/Add.1), qui ont été adoptées par la vingt et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale, à New York, 30 juin-2 juillet 1999. Ipas est en passe de devenir la principale organisation mondiale chargée de la mise en œuvre de cette recommandation.

## **7. Fondation Marangopoulos pour les droits de l'homme\***

**(Statut consultatif spécial accordé en 1998)**

### **Buts et objectifs**

La Fondation Marangopoulos pour les droits de l'homme (MFHR) est, aux termes de la loi grecque, une organisation sans but lucratif créée en 1978. Les principaux buts et objectifs de cette fondation sont la recherche, l'étude, la défense, la protection et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales généralement reconnus. Dans cette perspective, la Fondation s'intéresse tout particulièrement à promouvoir l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme et à sensibiliser les populations à toutes les questions qui influent sur les droits de l'homme, la paix et le développement d'institutions démocratiques.

### **Représentation permanente auprès de l'ONU**

Depuis 1998, la Fondation a des représentants auprès du Siège de l'ONU à New York, de l'Office des Nations Unies à Genève et de l'Office des Nations Unies à Vienne. Nos représentants sont les suivants :

- Siège de l'ONU à New York : M<sup>me</sup> Sabatacalus;
- Office des Nations Unies à Genève : M. T. Ganiatsos;
- Office des Nations Unies à Vienne : M. O. Jankowitch (représentant), M. Sohn (suppléant).

### **Participation aux organes subsidiaires du Conseil économique et social**

Notre représentant à New York assiste régulièrement aux sessions du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires. Son représentant à Genève suit régulièrement les sessions de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme des Nations Unies.

La Présidente de la Fondation, M<sup>me</sup> Alice Yotopoulos-Marangopoulos, assiste en personne aux sessions de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies depuis 2001, et la Fondation a fait des déclarations orales, en particulier aux réunions suivantes :

- Cinquante-septième session de la Commission des droits de l'homme (2001). Déclaration orale au titre du point 9 a) (Question des droits de l'homme à Chypre) ainsi que du point 17 de l'ordre du jour (Protection des défenseurs des droits de l'homme);

---

\* Texte non édité par le Secrétariat.

- Cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme (2002). Déclaration orale au titre du point 11 de l'ordre du jour (Droits civils et politiques).

## **Participation à d'autres réunions de l'ONU**

La Fondation a également participé à de grandes rencontres de l'ONU, comme par exemple les quarante-troisième (Vienne, 6-15 mars 2000) et quarante-quatrième (Vienne, 20-29 mars 2001) sessions de la Commission des stupéfiants des Nations Unies, les neuvième (Vienne, 18-20 avril 2000), dixième (Vienne, 6 et 7 septembre 2001) et onzième (Vienne, avril 2002) sessions de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » (5-9 juin 2000), les cinquante-troisième (28-30 août 2000) et cinquante-quatrième (10-21 septembre 2001) de la Conférence annuelle du Département de l'information pour les ONG, les deuxième et troisième sessions de fond du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale chargée du suivi du Sommet mondial pour les enfants (9 janvier-2 février 2001 et 11-15 juin 2001), Sommet social – Copenhague+5 (Genève, 26-30 juin 2000), où la Présidente de la Fondation a également fait une déclaration orale, la dernière session du Comité préparatoire de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (Genève, 21 mai-1<sup>er</sup> juin 2001) et la Conférence mondiale elle-même (Durban, 31 août-7 septembre 2001), au cours de laquelle M. S. Mousouris, Vice-Président de la Fondation et ancien Sous-Secrétaire général de l'ONU, a également fait une déclaration orale, et la Conférence internationale consultative sur l'éducation scolaire et la liberté de religion ou de conviction, la tolérance et la non-discrimination (Madrid, 23-25 novembre 2001), au cours de laquelle le représentant de la Fondation a fait une déclaration.

## **Coopération avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées**

La Fondation entretient des relations officielles avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), où elle a un représentant permanent, M<sup>me</sup> D. Sinou. Celle-ci participe aux conférences organisées par l'UNESCO, auxquelles elle a soumis des contributions écrites, lorsque l'Organisation lui en a fait la demande. La Fondation collabore également avec le Département de l'information de l'ONU. Comme indiqué plus haut, sa Représentante permanente à New York assiste aux conférences annuelles du Département de l'information.

La Fondation s'intéresse également à l'action des organes de l'ONU créés par des traités. C'est ainsi qu'à l'occasion de la soumission du rapport initial de la Grèce au Comité pour les droits de l'enfant de l'ONU, la Fondation a participé à l'élaboration d'un autre rapport commun des ONG au sujet de l'application en Grèce de la Convention relative aux droits de l'enfant. Par ailleurs, la Fondation a envoyé un représentant à la session préparatoire du Groupe de travail du Comité pour les droits de l'enfant qui s'est réuni à Genève le 15 octobre 2001 afin de

représenter la coalition d'ONG susmentionnée, de prendre la parole devant le Comité et de présenter le rapport commun.

Il y a également lieu de noter que le Directeur de la Fondation, le maître de conférences L.-A. Sicilianos, a été élu en janvier 2002 membre du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale.

La Fondation, en collaboration avec l'Union des barreaux ainsi que l'Union des juges et des procureurs grecs en faveur de la démocratie et des libertés civiles, a soumis un document d'information au Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie au sujet de l'emploi de missiles à base d'uranium appauvri pendant la campagne de bombardements contre l'ex-Yougoslavie (14 juin 2001).

### **Élaboration de documents demandés par le Conseil économique et social et ses organes subsidiaires ou le Secrétariat de l'ONU**

À la demande du Secrétaire général de l'ONU, la Fondation a soumis un document présentant son point de vue sur la question de l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme. Cette communication a été intégrée au rapport du Secrétaire général (E/CN.4/2001/88, par. 27).

### **Autres exemples d'activités consultatives et d'activités de fond**

La Fondation a organisé depuis 1998 un certain nombre de colloques et de conférences sur l'application de la Convention européenne des droits de l'homme (Athènes, 5 juin 1998), la communauté universitaire au seuil du troisième millénaire (Paris, 30 novembre-1<sup>er</sup> décembre 1998), les violations des droits de l'homme, la persécution et les particuliers à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (Athènes, 18-20 décembre 1998), la prévention des violations de droits de l'homme (Athènes, 24 et 25 mai 1999), Chypre et les droits de l'homme (Athènes, 14 décembre 1999), l'institution des médiateurs en Europe et le défi que pose le renforcement de la démocratie (Athènes, 12 et 13 mai 2000), les immigrants, le racisme et la xénophobie (Athènes, 29 et 30 juin 2000), enfin le cinquantième anniversaire de la Convention européenne des droits de l'homme (Athènes, 18 et 19 décembre 2000). Par ailleurs, depuis 1998, la Fondation a publié 14 livres sur des questions liées aux droits de l'homme, dont vous trouverez la liste en annexe au présent rapport (le nombre total de nos publications est de 39). À l'occasion du cinquantième anniversaire de l'ONU, nous avons publié trois livres spéciaux :

1. *Equality and Development: Fifty years of UN contribution to their evolution* (Égalité et développement : cinquante ans de contribution de l'ONU à leur évolution). A. Yotopoulos-Marangopoulos, Athènes-Komotini, éditions Ant.IN. Sakkoulas, 1998, 311 pages (en grec et en anglais).

2. Alice Yotopoulos-Marangopoulos, *Les mesures positives : pour une égalité effective des sexes*, Athènes-Bruxelles, Sakkoulas/Bruylant, 1998, 178 pages (en français).

3. Alice Yotopoulos-Marangopoulos, *Affirmative Action: Towards Effective Gender Equality* (Action positive : vers une réelle égalité entre les sexes), Athènes-Bruxelles, Sakkoulas/Bruylant, 1998, 155 pages (en anglais).

Par ailleurs, la Fondation a organisé en 1998, en collaboration avec le centre d'information des Nations Unies à Athènes et l'Université d'Athènes, un « modèle ONU », rencontre à laquelle ont participé plus de 240 élèves du second degré.

En 1998, la Fondation Marangopoulos a coordonné l'accueil de la Marche mondiale contre le travail des enfants, qui a traversé la Grèce.

Enfin, la Fondation a, à deux reprises, fourni une aide financière au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à Athènes.

## **8. Action mondiale des parlementaires\***

**(Statut consultatif général accordé en 1998)**

### **Introduction**

Réseau dynamique regroupant 1 300 parlementaires représentant 103 parlements élus, Action mondiale des parlementaires (PGA) a été fondée en 1978 par des parlementaires du monde entier soucieux de résoudre ensemble des problèmes internationaux qui ne pouvaient l'être par un seul gouvernement ou parlement. Si, dans un premier temps, son action a principalement porté sur les questions de désarmement, PGA s'intéresse aujourd'hui à un large éventail de questions de portée internationale telles que la paix et la démocratie, le développement durable et la population, enfin les droits de l'homme et le droit humanitaire international, en particulier la Cour pénale internationale. Ces diverses activités et interactions sont coordonnées par le secrétariat, dont le siège est à New York, tout près de celui de l'ONU. PGA est aidée dans ses travaux par le Comité de l'ONU, actuellement présidé par l'Ambassadeur Pierre Schori, Représentant permanent de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies.

PGA est composée uniquement de parlementaires élus, qui lui confèrent ses pouvoirs et son mandat et dont elle est chargée de représenter les intérêts. Cette structure renforce la légitimité de PGA sur les questions politiques vis-à-vis des pouvoirs exécutifs et de la société civile. En raison de l'intérêt de longue date que porte PGA à la prévention et la gestion des conflits, ses membres ont acquis l'expérience politique nécessaire et une expérience directe des nombreuses compétences requises pour régler les conflits : négociation du partage du pouvoir et des accords de paix, prise de décisions délicates concernant le transfert de pouvoirs aux autorités locales et les formes d'autonomie locale, rôle de premier plan dans les débats nationaux et rédaction de nouvelles constitutions. Ceci est particulièrement vrai des parlementaires dans les États en transition démocratique et qui sortent d'un conflit. Organisation à caractère associatif, PGA est très attachée aux principes démocratiques et à la collaboration multipartite : c'est ainsi que 30 % des membres de PGA sont des femmes, dont la proportion dans les parlements nationaux à travers le monde est de 13 %. Les élections au Conseil d'administration de PGA respectent également une règle de 40/60 pour la représentation des sexes.

Entre 1998 et 2001, des parlementaires des pays suivants ont rejoint l'organisation : Arménie, Azerbaïdjan, Cap-Vert, Grèce, Guinée-Bissau, Luxembourg, Mozambique et Turquie. De nouveaux moyens de financement ont été fournis par le Canada, le Danemark, le Royaume-Uni, la Suisse, la Commission européenne et American University. PGA a collaboré avec les partenaires suivants, qui bénéficient également du statut consultatif auprès de l'ONU : Coalition des ONG pour la création d'une cour pénale internationale, International Alert, Académie mondiale pour la paix (IPA), Pathfinder International, Population Action International et Conseil de population.

---

\* Texte non édité par le Secrétariat.

## **Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ainsi qu'à d'autres conférences et réunions des Nations Unies**

En mars 1998, les délégués de PGA ont assisté aux sessions du Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale, à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale (Rome, 15 juin-17 juillet 1998) et aux 10 sessions du Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale, qui se sont tenues entre février 1999 et juillet 2002. PGA a appuyé et continue d'appuyer le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et le Tribunal pénal international pour le Rwanda. Ayant collaboré étroitement avec ces deux tribunaux depuis leur création, PGA a entretenu des relations de travail étroites avec plusieurs de leurs organes. En juin 2000, le Président, le Greffe et un représentant du Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda ont fait une déclaration lors de la Conférence pour la ratification du Statut de Rome en Afrique de l'Est, organisée à Arusha (République-Unie de Tanzanie). Avant la Conférence diplomatique à Rome, PGA a organisé un atelier régional Amérique latine/Caraïbes sur les mécanismes de promotion de la justice pénale internationale, qui s'est tenu à Trinité-et-Tobago en mai 1998.

PGA a joué un rôle actif dans toutes les réunions préparatoires de la Conférence internationale sur la population et le développement ainsi que dans l'élaboration des textes issus de la Conférence du Caire. En collaboration avec le FNUAP, une délégation de membres de PGA a assisté aux conférences organisées, en février 1999 à La Haye, en 2000 à Genève et à New York en juin 2000 également, dans le cadre respectivement de l'examen quinquennal de l'exécution du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social et du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Au titre de son programme relatif au développement durable et à la population, PGA a collaboré avec des programmes de l'ONU, tels que le FNUAP et le PNUE. L'exécution d'un projet pilote réalisé pendant trois ans en Afrique de l'Ouest avec les Parlements du Ghana et du Sénégal, dans le dessein de renforcer le rôle des parlementaires dans l'exécution du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement grâce à de jeunes administrateurs de projet nationaux, a pris fin en juin 2001. Deux autres administrateurs sont maintenant affectés au Mali et au Nigéria. PGA a lancé ce projet en s'inspirant directement des idées émises lors du processus préparatoire de la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, 1994).

PGA a également collaboré avec les organes de l'ONU et les institutions spécialisées des Nations Unies qui s'occupent des questions de paix et de démocratie. Dans le cadre de son programme relatif à la paix et la démocratie, PGA a effectué plusieurs missions : intervention d'urgence en République centrafricaine (juin 1999), action préventive des parlementaires (février 2001) et mission d'observation électorale (mars 2001) à Abidjan (Côte d'Ivoire) et mission d'évaluation de PGA (juin 2001) à Dodoma (République-Unie de Tanzanie). PGA a en outre participé à deux sessions consacrées aux femmes et à la consolidation de la paix en février 1998 à Kigali, organisé une séance d'information avec le Conseil de sécurité à New York, dans le cadre de la formule Arria, concernant l'atelier de

Lusaka (avril 2000), organisé une autre séance d'information du même type le 15 mars 2001 concernant sa mission en Côte d'Ivoire. En novembre 2001, des rencontres gréco-turques sur l'environnement et des questions d'intérêt commun ont été organisées à Stockholm, dans le cadre du processus préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable.

### **Coopération avec les organes de l'ONU et les institutions spécialisées des Nations Unies**

Le programme de travail de PGA est mené en collaboration avec le Bureau des affaires juridiques, le Département des affaires politiques, les membres du Conseil de sécurité, le Département des opérations de maintien de la paix, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le FNUAP, le PNUE et l'Organisation internationale pour les migrations.

### **Mesures destinées à mettre en œuvre les résolutions de l'Organisation des Nations Unies**

Au plan international, PGA a collaboré avec le FNUAP et le PNUE pour mettre en œuvre le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et Action 21, au moyen de réunions internationales et de délégations de parlementaires. PGA a également fait campagne sans relâche pour la création d'une cour pénale internationale. Elle a lancé une campagne de ratification depuis l'adoption du Statut de Rome de la Cour pénale internationale le 17 juillet 1998, à laquelle ont assisté des membres de PGA au sein de leur délégation officielle. À cette fin, PGA collabore avec des législateurs et des gouvernements qui représentent tous les principaux systèmes juridiques et régions du monde. Entre 1999 et 2002, 87 pays ont ratifié le Statut de Rome, en partie grâce à l'action de parlementaires membres de PGA dans 49 pays. PGA a organisé une série de réunions de parlementaires autour de la CPI en Afrique, en Amérique latine, en Europe et en Asie, au nombre desquelles figurent la Conférence pour la ratification du Statut de Rome en Afrique de l'Est, tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) les 9 et 10 juin 2000, la conférence pour la ratification et l'entrée en vigueur du Statut de Rome en Amérique latine, tenue à Buenos Aires (Argentine) les 10 et 11 octobre 2001, la conférence pour la ratification du Statut de Rome dans les pays lusophones, tenue à Lisbonne (Portugal) les 19 et 20 février 2001, la conférence pour la ratification du Statut de Rome dans les États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe, tenue à Windhoek (Namibie) du 28 au 30 mai 2001, et la conférence euro-ibéro-américaine sur la Cour pénale internationale, tenue à Madrid (Espagne) en juin 2002. Plusieurs réunions d'information sur la CPI ont été organisées à New York à l'intention des parlementaires qui participaient à l'Assemblée générale en juillet et août 1999, en coopération avec la DePaul University, ainsi qu'en octobre et novembre 2001. En octobre 1998, le Forum parlementaire annuel des Nations Unies a examiné les mécanismes existants et envisageables pour lutter contre les violations des droits de l'homme, en s'intéressant particulièrement à la CPI.

## **Consultations et coopération avec des fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU**

En novembre 2000, PGA a lancé dans cinq capitales la procédure d'appel global interinstitutions pour 2001, en collaboration avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires à Genève. Ces séminaires parlementaires, conçus par PGA et le Bureau, se sont tenus à Londres, Bruxelles, Rome, Oslo et Stockholm, avec la participation de parlementaires concernés par l'aide humanitaire dans une région particulière et de divers représentants d'organisations non gouvernementales. Ils ont permis de prendre conscience des efforts déployés par l'ONU pour répondre aux besoins humanitaires dans le monde entier et du rôle primordial joué par les pays donateurs pour appuyer ces efforts.

Le Secrétaire général, ainsi que l'administrateur du programme relatif à la paix et à la démocratie, ont eu un échange de vues avec les membres du Conseil de sécurité, du Groupe des 77 et des départements des affaires politiques et des opérations de maintien de la paix, pour les informer des prochains séminaires régionaux sur le renforcement de la participation des parlementaires à l'action de l'ONU que PGA devait organiser entre janvier et mai 2002.

Voici d'autres exemples d'activités consultatives et de fond, y compris d'assistance fournie par l'ONU ou fournie à celle-ci, de collaboration sur le terrain, d'organisation commune de réunions, de séminaires, d'études, etc. : en juin 2000, PGA a organisé à Arusha (République-Unie de Tanzanie) une conférence en Afrique de l'Est sur la ratification du Statut de Rome, en coopération avec le Tribunal pénal international pour le Rwanda et la Commission de la Communauté d'Afrique de l'Est. Le Forum parlementaire annuel de PGA sur le renforcement du rôle des parlementaires dans le processus démocratique, qui a été accueilli par la Chambre des députés du Congrès national chilien du 24 au 28 octobre 1998, a été organisé en collaboration avec le Bureau des politiques de développement du PNUD. De même, le Forum parlementaire annuel de PGA sur le thème « Élimination de la pauvreté : programme d'action des parlementaires pour le XXI<sup>e</sup> siècle », qui a eu lieu au Siège de l'ONU les 29 et 30 septembre 1999, a été organisé conjointement par l'UNICEF, le PNUD, le FNUAP et les pays donateurs. Dans le cadre de son programme relatif au développement durable et à la population, PGA collabore étroitement avec le FNUAP. Enfin, le forum parlementaire annuel de PGA sur le thème « Allègement de la dette et développement : l'allègement de la dette au service de l'élimination de la pauvreté », tenu les 11 et 12 décembre 2000 au Sénat italien à Rome, a été organisé conjointement par le FNUAP et les pays donateurs.

Des délégations de parlementaires de PGA, avec à leur tête des représentants du FNUAP, se sont rendues à Washington pour débattre du financement du développement durable.

## **9. Sisters of Mercy of the Americas\***

**(Statut consultatif spécial accordé en 1998)**

### **1. Buts et objectifs de l'organisation**

Sisters of Mercy est une organisation internationale d'inspiration religieuse vouée à servir ceux qui souffrent de la pauvreté et d'autres formes d'injustice, en particulier les femmes et les enfants, et à leur donner les moyens de vivre pleinement et dignement dans divers milieux sociaux et culturels. À cette fin, Sisters of Mercy propose un éventail de services de santé, d'éducation et autres services sociaux, par l'intermédiaire d'institutions et d'associations locales et en collaboration avec des partenaires locaux. Outre la satisfaction des besoins les plus pressants, Sisters of Mercy s'emploie à modifier les systèmes socioéconomiques, politiques et culturels, aux échelons local et international, qui engendrent et entretiennent la pauvreté, l'injustice et les conflits, et à promouvoir des relations équitables et harmonieuses entre les sociétés et avec la communauté planétaire.

Depuis janvier 1999, les liens entre l'organisation et l'ONU ont été favorisés par l'intermédiaire du bureau Mercy Global Concern (MGC), qui emploie une ou deux personnes à plein temps en qualité de directeur et de directeur adjoint. On trouvera ci-joint un exemplaire du mandat de ce bureau. Le présent rapport rend compte des premières activités de l'organisation depuis qu'elle bénéficie du statut consultatif et met l'accent sur sa participation aux grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'ONU, ainsi qu'aux sessions ordinaires des commissions techniques et autres organes. Il tente aussi d'expliquer comment l'organisation a forgé des relations de collaboration avec d'autres organisations de la société civile au cours de la période considérée, dans le but de mieux tirer parti des possibilités de participation à l'action de l'ONU.

### **2. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ainsi qu'à d'autres réunions des Nations Unies**

#### **2.1 Participation aux grandes conférences de l'ONU**

- Session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » : participation de deux représentants aux deuxième (15-19 mars 1999) et troisième sessions (13-17 mars, puis 24 mai-2 juin 2000) du Comité préparatoire; participation de trois représentants à la session extraordinaire à New York (5-9 juin 2000).
- Session extraordinaire de l'Assemblée générale chargée d'examiner la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social ainsi que de nouvelles initiatives : participation d'un représentant à la deuxième réunion intersessions (21-25 février), à la deuxième session du Comité préparatoire

---

\* Texte non édité par le Secrétariat.

(3-14 avril, puis 14-20 juin 2000), ainsi qu'à la session extraordinaire (26-30 juin 2000).

- Session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le VIH/sida : participation de deux représentants aux consultations préparatoires (21-24 mai 2001) et de trois représentants à la session extraordinaire (25-27 juin 2001).
- Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée : participation d'un représentant à la première session du Comité préparatoire (Genève, 1<sup>er</sup>-5 mai 2001), de deux représentants à la deuxième session (Genève, 21 mai-1<sup>er</sup> juin 2001) et de six représentants à la Conférence de Durban (27 août-7 septembre 2001).
- Conférence internationale sur le financement du développement : participation de un à trois représentants à la première session d'organisation (27-31 mars 2000), à toutes les sessions du Comité préparatoire et aux consultations avec le secteur privé (mai 2000-février 2002).
- Deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement : participation d'un représentant à la première session du Comité préparatoire (10-14 décembre 2001).
- Sommet mondial pour le développement durable : participation de deux représentants au comité préparatoire régional pour l'Afrique à Nairobi (Kenya), 15-18 octobre 2001, d'un représentant au comité préparatoire sous-régional pour l'Asie du Sud-Est à Manille (Philippines), 17-19 octobre 2001, et au comité préparatoire régional pour l'Asie et le Pacifique à Phnom Penh (Cambodge), 27-29 novembre 2001, et de quatre représentants à la dixième session de la Commission du développement durable et à la première session du Comité préparatoire (30 avril-2 mai 2001).

## **2.2 Participation aux activités d'organisations non gouvernementales en relation avec les grandes conférences de l'ONU**

Lors des sessions des comités préparatoires des grandes conférences, les représentants de Sisters of Mercy ont participé à des groupes thématiques et à des comités régionaux, contribué à l'élaboration de projets de déclaration destinés aux séances plénières (par exemple sur la dette, l'aide publique au développement et les questions structurelles pour la Conférence internationale sur le financement du développement, ou sur l'eau, l'énergie et les ressources naturelles pour le Sommet mondial pour le développement durable), et présidé les réunions des organisations non gouvernementales et les réunions consacrées aux stratégies. Le Directeur de l'organisation a participé aux consultations sur le financement du développement, organisées par UNIFEM et l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO) (16 et 17 février 2001).

Les représentants de l'organisation se sont joints aux équipes œcuméniques internationales organisées par le bureau du Conseil œcuménique des églises à New York pour la session extraordinaire de l'Assemblée générale chargée d'examiner la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social ainsi que de nouvelles initiatives, la Conférence internationale sur le financement du développement et le Sommet mondial pour le développement durable. À l'occasion de la Conférence internationale sur le financement du développement et du Sommet mondial pour le développement durable, l'organisation a collaboré avec le Conseil

œcuménique des églises, en favorisant les activités des équipes œcuméniques (réunions, manifestations parallèles, conférences de presse), en coordonnant les contributions aux processus officiels et en aidant à l'élaboration de documents (points de discussion, déclarations, fiches d'information).

Dans le cadre de la Conférence internationale sur le financement du développement, le Directeur de MGC a fait partie du petit groupe de travail des ONG, créé en juillet 2000. Outre le Service de liaison avec les organisations non gouvernementales, ont collaboré à ce groupe la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), la Fondation Frederick Ebert (FES), la Fédération luthérienne mondiale (FLM), le Bureau de la Société des Amis auprès des Nations Unies, le Conseil œcuménique des églises et la Women's Environment and Development Organization (WEDO). Ce groupe de travail a préparé et facilité l'élaboration de programmes d'orientation de la société civile, d'exposés quotidiens, de réunions de groupes et de réunions consacrées aux stratégies lors de toutes les réunions et consultations préparatoires, organisé des réceptions pour les délégués, et assuré la liaison avec le secrétariat et le Bureau de la Conférence. Il a suscité l'intérêt et la participation de la société civile, notamment grâce à l'utilisation d'une liste de diffusion établie par le Directeur de MGC lors de la première session de fond du Comité préparatoire, en collaboration avec le secrétariat.

L'organisation a notamment participé aux manifestations parallèles suivantes :

- Deuxième session du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale chargée d'examiner la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social ainsi que de nouvelles initiatives, 10 avril 2000 : réunion-débat sur l'établissement de passerelles entre le financement du développement et le Sommet mondial pour le développement (Copenhague+5), organisée conjointement avec le Bureau de la Société des Amis auprès des Nations Unies, Franciscans International et le Conseil œcuménique des églises, en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales et le secrétariat de la Conférence internationale sur le financement du développement;
- Deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur le financement du développement (15 février 2001) : réceptions pour les délégués organisées conjointement par les organisations non gouvernementales membres du petit groupe de travail et le Conseil international de l'action sociale.

### **3. Coopération avec les organes de l'ONU et les institutions spécialisées des Nations Unies**

#### **3.1 Participation aux sessions ordinaires des commissions techniques et à d'autres réunions**

- Commission du développement social, trente-huitième session (2 représentants); trente-neuvième session (un représentant).
- Commission de la condition de la femme, quarante-troisième session (5 représentants); quarante-quatrième session (2 représentants); quarante-cinquième session (six représentants);

- Commission du développement durable, neuvième session (quatre représentants);
- Réunions annuelles de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods, quatrième réunion, 2001 (un représentant);
- Sessions de 1999 et de 2000 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

### **3.2 Participation aux comités de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies et à d'autres groupes d'organisations non gouvernementales pertinents**

- Membre du Groupe de travail des ONG sur la situation des petites filles de janvier 1999 à septembre 2000 et depuis 2001.
- Membre du Comité des ONG sur la condition de la femme pendant la période considérée.
- Membre du Comité des ONG pour le développement social pendant la période considérée.
- Membre du Comité des organisations non gouvernementales pour le développement durable de janvier 2000 à mai 2001.
- Membre du Comité des ONG pour la Décennie internationale des populations autochtones depuis octobre 2001.
- Membre du Comité des ONG sur le vieillissement depuis novembre 2001.
- Membre du Groupe d'étude sur la religion et la spiritualité de l'Appel de La Haye de juillet 1999 à juillet 2000.
- Groupe de travail spécial de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies sur la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée : membre depuis novembre 2000 du Groupe de travail spécial des ONG intitulé « Keeping Durban Alive », du Sous-Comité des ONG pour l'élimination du racisme (Comité des ONG sur les droits de l'homme), coordonnateur depuis février 2001.
- Projet « CEDAW », coordonné par le United Methodist Office, depuis janvier 2000.
- Membre du Groupe de travail œcuménique sur l'ONU depuis septembre 2001.
- Collaboration avec d'autres organisations de la société civile pour communiquer avec les organes de l'ONU sur des questions urgentes (exemples joints).

### **3.3 Autres formes de coopération avec les organes de l'ONU et les institutions spécialisées des Nations Unies**

- Coopération avec le Service de liaison avec les organisations non gouvernementales et les missions pour favoriser l'accréditation des représentants d'ONG des pays les moins avancés (PMA) à la Conférence

internationale sur le financement du développement et au Sommet mondial pour le développement durable.

- Membre du Partenariat interconfessionnel pour l'environnement du PNUÉ et collaboration à la publication de la revue *Earth and Faith: A Book of Reflection for Action*.
- Participation du Mercy Center du Bronx (New York) au programme de partenariat entre le PNUD et la Teach Foundation.
- Le Directeur d'UNIFEM est membre du conseil consultatif de MGC.
- Coordonnateur régional du projet Associated Schools Project de l'UNESCO aux Philippines.

#### **4. Autres activités pertinentes**

##### **4.1 Participation aux conférences organisées par la société civile**

- Conférence de l'Appel de La Haye pour la paix, La Haye (Pays-Bas) (11-15 mai 1999), deux représentants.
- Conférence mondiale de la société civile sur la gouvernance mondiale, Montréal (Canada), 7-11 décembre 1999, un représentant.
- Forum du millénaire des ONG, New York, 22-26 mai 2000, direction du groupe de planification, trois participants.
- Marche mondiale des femmes, New York, 17 octobre 2000, 35 participants
- Conférence internationale sur les droits de l'enfant, Dorval (Canada), 22-26 mai 2002), un représentant.

##### **4.2 Stagiaires/chercheurs auprès de MGC**

- Membre de Rhode Island (États-Unis), septembre-novembre 1999 : étude sur les droits de la femme et de l'enfant.
- Membre des Philippines, mai-août 2000 : étude sur les femmes et les enfants, l'environnement et la mondialisation.
- Étudiant du Barnard College, février-mai 2001 : étude sur la Commission du développement durable et le Sommet mondial pour le développement durable.

##### **4.3 Exemples de contribution aux activités de l'ONU**

- 6-12 février 2000, réunion de Mercy pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Lima (Pérou), contribution du Directeur.
- 13 décembre 2001, Association des États-Unis pour les Nations Unies : contribution du Directeur sur le financement du développement.